

Affaire suivie par Bruno Amat
Chef du bureau
bruno.amat@gard.gouv.fr
BA n°

ARRETE PREFECTORAL N° 2021-40 du 16 novembre 2021

portant mise en demeure de la société VEOLIA EAU, dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX , de respecter les dispositions des articles 2.1.1, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 réglementant son site implanté lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société VEOLIA EAU sur la commune de Salindres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2021-09-10-00001 du 10 septembre 2021 donnant délégation de signature à M. Jean Rampon, sous-préfet d'Alès;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2021 faisant suite à la visite qui a été réalisée le 11 octobre 2021 sur le site exploité par la société VEOLIA EAU sur la commune de Salindres ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 18 octobre 2021;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la société VEOLIA EAU est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 à exploiter une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 pour une quantité de 14 600 tonnes par an ;

Considérant que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 stipule que le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté que la clôture est abîmée en plusieurs points et qu'il est nécessaire de la réparer cette clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site ;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 ;

Considérant que l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 stipule que l'établissement doit être sous surveillance permanente (directe ou télésurveillance avec alarme). ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté qu'il n'y pas de surveillance permanente (directe ou télésurveillance avec alarme).;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 ;

Considérant que l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 stipule que les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés et que les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté que :

- La porte du bâtiment de maturation reste ouverte en permanence
- Les portes du bâtiment de fermentation à ouvertures rapides par détection ne fonctionnent pas ce qui a pour conséquences que la porte à l'arrière du bâtiment reste ouverte en permanence et que la porte du quai de déchargement ne ferme pas jusqu'en bas.
- le bardage est détérioré à l'EST, au Sud du bâtiment de fermentation ainsi que le toit à l'ouest.
- Le capotage du convoyeur entre les deux bâtiments est détérioré;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 ;

Considérant que l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 stipule que les effluents sont rejetés par un biofiltre à 2 m de hauteur avec les caractéristiques suivantes :

. débit	:	144 000 m3/h
. niveau d'odeur	:	1 200 uoE/m3
. débit d'odeur	:	173 000 000 uoE/h ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté que le rapport N°200720-1 du 20 juillet 2020 fait apparaître un dépassement avec des valeurs comprises entre 9480 à 18 140 uOE/m³;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 ;

Considérant que l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 stipule que le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 octobre 2021, l'inspecteur des installations classées a constaté qu'il n'y a pas de trappe de désenfumage sur le bâtiment de fermentation;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où des nuisances olfactives sont perçues par ses riverains et que les conséquences d'un incendie non-maîtrisé sur ce site voisin pourrait impacter le fonctionnement du site voisin classé SEVESO ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VEOLIA EAU les dispositions des articles 2.1.1, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

Arrête :

Article 1 : mise en demeure

La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.1.1, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant :

- à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois
- aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois
- à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours, publicité et exécution

Article 3.1 délais et voies de recours

Conformément à l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux paragraphes 1 et 2.

Article 3.2 publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Salindres et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Article 3.3 diffusion et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la Société VEOLIA EAU.

Une copie en sera adressée au sous-préfet d'Alès, au maire de la commune de Salindres, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui les concerne, de son exécution.

La préfète,
Pour la préfète, et par délégation,
Le sous-préfet,


Jean Rampon